

La Lettre d'EMA

Echanges Massy-Afrique

Echanges Massy-Afrique.

Espace associatif - Centre omnisports Pierre de Coubertin

Avenue du Noyer Lambert 91300 Massy

Tél. : 01 60 11 56 65 ou 09 53 71 71 53

Site : massyafrique.org

Vous y trouverez cette lettre en couleurs.

Pour un développement, option durable

La conférence internationale de Rio en 1992 a permis de faire émerger la notion de développement durable, avec ses trois piliers, écologique, économique et social. Face à l'économie brune, dépendante des énergies fossiles non renouvelables, le programme des Nations Unies pour l'Environnement, le PNUE, propose l'économie verte qui doit « entraîner une amélioration du bien-être humain et l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie des ressources ».

Vingt ans plus tard, le sommet Rio + 20 a réuni 190 pays, en juin 2012, sans prendre de décisions majeures, alors que les enjeux sont considérables pour éradiquer la pauvreté tout en allégeant la pression exercée sur les ressources de la planète.

Les attentes sont pourtant énormes :

- renforcement de l'économie verte, mode d'exploitation de la terre au bénéfice de tous,
- définition d'une nouvelle gouvernance mondiale de l'environnement, lutte contre l'inégale répartition des productions dans le monde, encadrement et maîtrise des prix.

Ce sommet, boudé par les plus grandes autorités mondiales, Etats-Unis, Allemagne, Royaume-Uni par exemple, est considéré comme un échec par les pays en voie de développement qui n'y ont vu, sans la moindre mesure contraignante qu'une « peinture en vert du capitalisme aux abois ».

Malgré ce contexte de mauvaise gouvernance internationale, dans le cadre de la coopération décentralisée, de très nombreuses ONG, interviennent dans les pays en voie de développement.



EMA, depuis 30 ans au Burkina Faso, apporte aux villageois de Koper des financements, des idées, son amitié fidèle qui leur donne courage et énergie. Les réalisations qu'ils choisissent concernent essentiellement les domaines suivants :

- l'éducation, gage d'avenir,
- l'agriculture familiale pour qu'elle devienne plus efficace dans la production et l'utilisation des ressources, avec des pratiques agropastorales respectueuses de l'environnement,
- les nouveautés technologiques propres,
- les formations pour l'acquisition de compétences, d'initiatives et de responsabilités.

Merci de continuer à nous aider en nous apportant votre amitié, vos encouragements, votre disponibilité.

Merci aussi de votre soutien financier destiné à poursuivre l'aide au développement des villages pour le mieux-vivre des populations.

EMA à Koper en 2012

Appui à l'équipement agricole

En aidant les petits paysans à se développer, ils peuvent faire échec durablement à la faim. C'est pourquoi EMA a soutenu les productions vivrières destinées aux marchés locaux et régionaux.

EMA a subventionné à 50% l'achat de :

- ✓ 28 bœufs de trait pour 16 producteurs répartis dans les cinq villages
- ✓ Une vache
- ✓ Une charrette
- ✓ Des semences fourragères (100kg de maïs et 60kg de niébé).

Et pour les femmes dans le cadre d'actions génératrices de revenus (AGR), 26 microprojets individuels :

- ✓ Quatre financements pour la revente ou la transformation de graines de néré en soumbala
- ✓ Achat de 42 moutons et de deux chèvres
- ✓ Un financement pour l'étuvage de riz.

Appui à l'éducation

C'est depuis toujours une de nos priorités. EMA finance la cotisation de tous les enfants à hauteur de 50%. Elle s'élève à environ 2 euros en Primaire pour une année.

En 2011/2012, 857 élèves du Primaire et 114 élèves du Collège-lycée (91 filles et 23 garçons en situation précaire) ont bénéficié du soutien d'EMA.

Formations diverses financées à 100% par EMA

- ✓ 60 personnes dont les bénéficiaires 2012 ont participé à 5 jours de formation concernant le bétail et les techniques culturales
- ✓ Dans le cadre des AGR, 26 femmes ont été formées en technique d'embouche ovine

- ✓ Tous les acquéreurs de plants ont reçu une formation en reboisement
- ✓ A cela s'ajoutent les formations de rédacteurs locaux et de contrôleurs de chantiers
- ✓ Quant aux APE les responsables (36) ont suivi une formation sur la vie associative et la gestion prévisionnelle des finances.

Constructions :

Elles représentent le plus gros poste budgétaire :

- ✓ une classe à Kousségbaolé (quartier de Kpaï)
- ✓ les latrines du logement de maître à l'école de Pirkon
- ✓ les latrines du marché de Kpaï.



Latrines du logement de maître de Pirkon

UNE PREMIERE A KOPER : CONCOURS « ECOLE PROPRE »

Remise des prix à l'école de Babora



Initié lors de la mission 2010, avec le soutien d'Ekoma, des associations de parents d'élèves et surtout des enseignants, ce concours a obtenu un vif succès.

Comprenant la pertinence de la démarche, les enseignants de toutes les écoles ont participé à ce projet. Le 17 juin 2012 a eu lieu la remise des prix.

EMA a offert à chaque école un diplôme accompagné de poésies sur la nature et comme premier prix un jeu de cartes avec pour thème les ressources de la planète et un globe terrestre gonflable.

Ce concours aura lieu chaque année afin de sensibiliser les élèves à la propreté et à la protection de l'environnement.

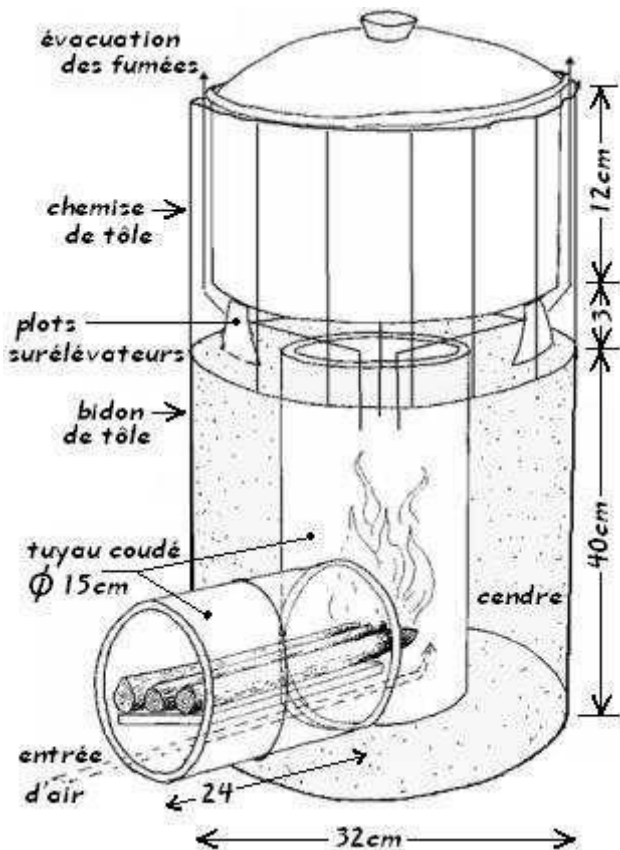
NOUVEAUX EQUIPEMENTS A KOPER

Extrait du rapport d'activités des femmes du 2^{ème} trimestre 2012

Comme activités menées, nous avons fait le suivi des AGR. Nous avons ^{dialogué avec} les femmes de nos villages sur les foyers améliorés trois pierres. Elles reconnaissent certes le bien fondé de ces foyers mais trouvent qu'ils sont très lents pour la cuisson ils ne sont pas très résistants et demandent à chaque fois un perpétuel recommencement. Les femmes souhaitaient avoir une subvention pour l'achat des foyers améliorés métalliques ronds ou cuiseur économe que nous allons découvrir bientôt.

CUISEUR BOIS ECONOMOME

C'est grâce à l'association normande « les amis du monde »* que EMA, au cours de la mission de janvier 2012, a pu faire la promotion du cuiseur bois économe.



La consommation de bois en Afrique subsaharienne devient un énorme problème. 80% de la population non urbaine utilise du bois avec le foyer trois pierres pour cuisiner. Ce mode de cuisson requiert 15 kg de bois par jour et par famille. A Ouagadougou, 450 tonnes de bois partent en fumée chaque jour pour satisfaire les besoins de la capitale. Dans certaines régions les femmes font jusqu'à 30 km en brousse pour rapporter du bois souvent vert. C'est un travail épuisant et fastidieux pour elles. Cette pratique engendre une déforestation progressive non compensée par les efforts de reboisement.

Le cuiseur économe a été conçu et mis au point par des jeunes de l'IUT Mesures physiques d'Evreux et ceux du bac pro Chaudronnerie du lycée Bernard Palissy de Deville-lès-Rouen en partenariat avec « les amis du monde ». Le prototype s'est constamment amélioré. Le schéma du cuiseur montre que le principe est simple et adapté au mode de vie des populations ; il se fabrique avec des matériaux de récupération (tôles et bidons), il est léger et transportable et s'installe sur les 3 pierres donc en conformité avec les pratiques traditionnelles. Il peut être fabriqué localement par les forgerons et les chaudronniers. Avec l'utilisation du cuiseur, la consommation quotidienne devrait passer de 12-15 kg de bois à 3 kg par jour. Si, en période humide, le cuiseur est placé à l'abri, sa durée de vie est prévue pour 8 à 10 ans. Le grand cuiseur vaut 25000 FCFA (environ 40 euros) et le cuiseur moyen à 13000 FCFA (environ 22 euros). A ce prix doit s'ajouter le coût du transport.

Alain Marquis, bénévole des « amis du monde » qui coordonne la fabrication des cuiseurs à Bobo Dioulasso est allé à Koper le 8 juillet avec un cuiseur moyen et un gros cuiseur pour une démonstration aux villageois. L'APE (Association des parents d'élèves) de Babora a acheté le gros cuiseur pour la cantine scolaire et sept autres ont été commandés pour les écoles. Rachel, vendeuse de beignets, a acheté le cuiseur moyen. Sa présence hebdomadaire sur le marché de Kpaï avec ce nouveau mode de cuisson a déclenché un véritable engouement pour ce nouvel équipement dont douze exemplaires ont été commandés par des particuliers.

Rappelons que, pour que ces projets soient subventionnés par EMA, les demandeurs doivent déposer un dossier et leur participation financière (pour les femmes 25%). A ce jour, les cuiseurs ne sont toujours pas livrés. Le retard n'est dû ni aux fabricants ni aux coordinateurs qui n'ont pas ménagé leurs efforts mais au défaut de paiement des bénéficiaires.

Malgré la lenteur de la mise en œuvre, réjouissons-nous de ces partenariats Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud et intergénérationnels qui visent à faire reculer la déforestation et à apporter du mieux-être aux populations et plus particulièrement aux femmes de nos villages partenaires.

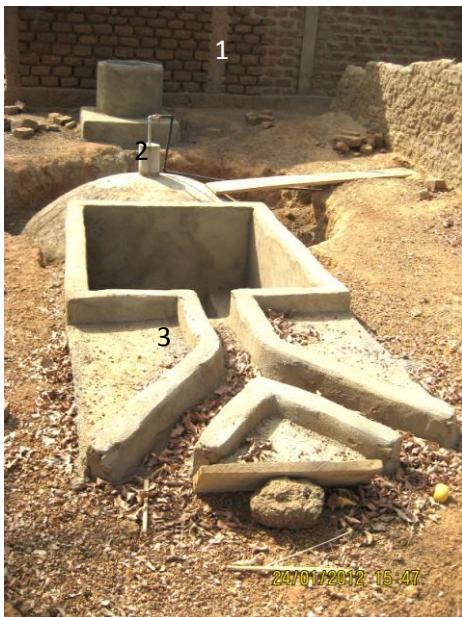
*<http://www.raid-normandie-monde.com>

LE BIODIGESTEUR

« Grâce à mon biodigester, que j'alimente tous les matins avec deux seaux de bouses de mes quatre bœufs, j'ai de la lumière dans la cuisine tous les soirs, ma femme prépare les repas sur le réchaud à gaz à deux brûleurs et j'ai de l'engrais organique pour fertiliser mes champs ».

Ainsi, avec un grand sourire de fierté, nous accueillait James Somda dans sa concession à Babora, en janvier 2012.

Il a fait le choix d'une dépense de 160 000 FCFA (environ 250 euros), ce qui est énorme pour une famille de paysan à Koper) pour une technologie nouvellement promue au Burkina, le biodigester.



James a souscrit à un programme national, mis en œuvre par le ministère des Ressources animales, lancé en 2009 pour une période de 3 ans, financé en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas.

Un biodigester est une construction souterraine hermétique, extérieure à la maison, en maçonnerie de moellons, briques ou béton, qui peut atteindre 6 m³.

- L'entrée (1) est destinée à recevoir quotidiennement un mélange de déjections animales (de 3 bœufs ou 6 porcs minimum) et d'eau en volume égal.

- Dans la cuve (2), sans air, les bactéries dégradent la matière organique par fermentation et produisent un biogaz, le méthane dont un tuyau permet l'évacuation vers l'extérieur, pour y être utilisé.

- L'effluent semi-liquide s'écoule dans un déversoir extérieur (3). Asséché, il constitue un compost organique inodore.

Les intérêts de cette technologie sont multiples :

- Pour alimenter le biodigester, la collecte quotidienne des déjections est indispensable, ce qui suppose d'avoir du bétail ... condition première ! Ce qui suppose aussi que ce bétail soit regroupé à proximité de la concession. La **stabulation**, même s'il n'y a pas d'étable construite, limite la divagation ; ainsi les champs sont préservés et les conflits de voisinage sont limités.



→ C'est le méthane qui fournit **l'énergie utile** pour la vie quotidienne.

- L'énergie traditionnelle utilisée pour la **cuisson des aliments** est fournie par la combustion du bois, des résidus agricoles ou du fumier sec. La collecte par les femmes et les enfants fatigue, vole du temps aux activités rémunératrices ou à l'école. Les fumées exposent aux maladies respiratoires et oculaires. Les ressources naturelles en bois s'épuisent.

Le biodigester qui fournit le gaz du réchaud pour la cuisson des aliments, contribue à diminuer la charge de travail des femmes et des enfants, à réduire la pollution de l'air des maisons, à économiser la ressource en bois.

- Le biogaz produit permet l'alimentation d'une lampe pour **éclairer les pièces**, traditionnellement sans fenêtres où l'obscurité règne de 18 heures à 6 heures. Les enfants par exemple, peuvent faire leurs devoirs et lire autrement qu'à la lueur d'une bougie ou d'une lampe à pétrole.

- Les effluents, constitués de matière organique simplifiée et dégazée, constituent un engrais organique performant. Par leur composition, ils surpassent les engrais industriels, par ailleurs coûteux et par leur texture, ils augmentent la capacité de rétention d'eau du sol. Ils augmentent donc, de manière écologique, **la fertilité des sols** sur lesquels ils sont épandus.

Pour toutes ces raisons, cette technologie nouvellement introduite au Burkina, améliore les conditions de vie en procurant de nombreux avantages pour le paysan, sa famille, son environnement naturel et social.

Pour la période de lancement du programme 2009-2013, le coût total des installations est en moyenne de 450 000 FCFA, soit 700€, dont 250 à 300€ environ sont à la charge du bénéficiaire qui doit aussi apporter les agrégats et fournir la main-d'œuvre non spécialisée. Des ouvriers spécialisés ont été formés et des campagnes de sensibilisation organisées.

Au cours de l'année 2011, 609 biodigesteurs ont été construits au BF ; l'objectif est d'atteindre 10 000 en 2013.

Du fait des multiples intérêts de cette technologie, EMA juge qu'elle participe au développement agro-économique de manière « soutenable pour l'environnement », même si elle est peu accessible aux familles compte tenu de son coût actuel.

LE BURKINA FILERAIT-IL UN MAUVAIS COTON ?

Si la situation n'était pas critique, on pourrait sourire en posant cette question !

Pour mieux comprendre le problème :

Un organisme génétiquement modifié, OGM, est un organisme vivant, ayant subi une modification non naturelle de ses caractéristiques génétiques initiales, par ajout, suppression, ou remplacement d'au moins un gène et de manière plus restrictive, par ajout d'un gène provenant d'une espèce à laquelle il n'appartient pas.

(Définition officielle, dite académique, retenue notamment par toutes les instances européennes).



Un OGM dit Bt, comme le coton, le maïs ou le colza Bt, est dit « pesticide », car il produit et accumule des pesticides dans ses cellules. Il s'agit d'insecticides lui permettant de lutter contre un insecte ravageur, car le transgène (le gène étranger introduit) provient d'une bactérie du sol dont les initiales du nom sont B et t (*Bacillus thuringiensis*). Cette bactérie possède des gènes qui permettent la fabrication d'une famille de protéines tueuses d'insectes.

L'intérêt est donc, a priori, de diminuer la quantité d'insecticide pulvérisé sur les cultures, donc de préserver la santé des cultivateurs et d'augmenter les rendements.

On ne parlera pas ici des effets indésirables nombreux sur l'environnement. Par exemple, il est prouvé que ces OGM libèrent les insecticides par leurs racines qui se retrouvent donc dans le sol et l'eau. De plus, il est prouvé que les insectes développent des souches résistantes aux insecticides ...

On ne parlera pas non plus des conséquences sociologiques qui rendent l'agriculteur inféodé au distributeur de semences et d'intrants divers.

Le coton OGM Bt a été conçu aux Etats Unis par la firme américaine Monsanto. C'est un hybride entre le coton africain adapté aux conditions climatiques (soleil, chaleur, alternance très marquée de saisons humide et sèche) qui demande peu d'eau et peu d'engrais et une variété américaine Bt génétiquement modifiée.

Cet hybride a été créé pour préserver la capsule qui entoure les graines et les filaments de coton associés, en luttant en particulier contre la mouche qui pond dans la fleur et le ver qui s'y développe « ver rose de la capsule » et qui la fait tomber.

Deux bénéfices logiquement attendus :

« Sur mes 4 hectares, je ne fais que 2 traitements d'insecticides au lieu de 6 pour le coton traditionnel et j'attends un rendement de 30% supérieur... »

nous a dit Fidèle Hien, en 2009, le plus gros cotonculteur de la commune de Koper.

- Le gouvernement burkinabé a introduit la culture du coton Bt en 2003.

- De 2003 à 2005, celui-ci était cultivé dans deux stations scientifiques expérimentales de l'Institut national de l'environnement et de la recherche agricole où les conditions sont strictement contrôlées.

- Ce coton Bt sort de ces stations pour la campagne 2008-2009 avec un cahier des charges très strict, pour être introduit chez les meilleurs producteurs, dont Fidèle Hien, qui le cultivent alors en expérimentation.

- La campagne est suspendue en 2009-2010, période réservée à l'évaluation.

- Au cours de la campagne 2010-2011, les graines bleues (pour ne pas les confondre) ont été distribuées à grande échelle, à tous les volontaires, pour être semées en juillet-août 2010. Le coton a été récolté en décembre-janvier 2011.

- Pour la campagne 2011-2012, avec une forte incitation de l'Etat, 70% des surfaces cotonnières ont été plantées en OGM. En janvier 2012, Fidèle nous a dit :

« J'attendais 6 tonnes sur mes 4 hectares, soit un rendement de 1,5 tonne à l'hectare, Je n'ai récolté que 4,8 tonnes... »

Cette observation est générale ! Après une 1^{ère} année de rendements supérieurs à la « normale », les **rendements** ne sont plus à la hauteur escomptée.

De plus, la **fibre de coton** récoltée est plus courte que celle du coton africain, ce qui provoque la baisse de la qualité. Le coton traditionnel est classé « moyen/haut de gamme » comme tout le coton de l'Ouest africain. Le coton OGM est alors classé « bas de gamme ». La diminution du prix de vente est alors de 10%.

Il semble qu'il y ait plusieurs raisons :

- la variété américaine à l'origine du croisement est Bt, mais possède un caractère « fibre courte ». Ce dernier caractère s'impose dans l'OGM Bt hybride de Monsanto.

- Entre les conditions de culture en station d'essais et la culture plein champ, il y a de grandes différences ! Les paysans ne suivent pas scrupuleusement les conditions strictes conseillées. En particulier, leur habitude est de détourner des engrais pour les cultures de mil, sorgho, maïs, les cultures vivrières primordiales pour leur alimentation.

- Les insectes ont développé des formes de résistance aux insecticides ; ceci a été confirmé par Monsanto, comme partout ailleurs.

- Pour la campagne 2012-2013, 40% de la surface a été semée en OGM, au lieu de 70% prévue par les sociétés cotonnières car les cotonculteurs sont découragés devant les mauvais rendements. Monsanto dit vouloir affiner la sélection des variétés qui porteront le caractère « fibre longue » propre au coton traditionnel et l'Etat dit vouloir renforcer l'encadrement des paysans...

Que nous dira Fidèle, quant aux rendements, quant à la qualité de sa production, quand nous le rencontrerons en janvier 2013 ?

-O-

Maurice Oudet, Président du SEDELAN, a écrit :

Quel est l'héritage de Thomas Sankara sur les questions de l'écologie et de l'environnement ?

Aujourd'hui, jour du 25^{ème} anniversaire de la tragédie qui emporta Thomas Sankara et douze de ses compagnons, je voudrais partager quelques réflexions au sujet de l'engagement de Thomas Sankara en faveur de l'écologie et de l'environnement [...]

Cet engagement s'est manifesté à travers un certain nombre d'**actions saillantes** parmi lesquelles on peut citer* :

- les trois luttes (à savoir la lutte contre le déboisement abusif, les feux de brousse et la divagation des animaux) ;
- développer des réflexes environnementaux à l'école ;
- un village, un bosquet ;
- la généralisation des foyers améliorés ;
- récolte populaire de semences forestières ;



Pour l'Etat burkinabé, à cette crise s'ajoutent les difficultés du marché international. Dans ce pays, la moitié des recettes d'exportation provient du coton. Or, sans industrie textile locale, le prix à l'exportation est dépendant des prix exprimés en dollar, extrêmement volatiles, soumis à la concurrence des Etats Unis et de l'Inde et il s'est effondré ces dernières années. A cause de l'augmentation du prix des engrais, des intrants, de l'énergie, la marge bénéficiaire s'est considérablement réduite.

Et c'est le paysan, in fine, qui subit de plein fouet les conséquences de ces crises superposées. A côté des cultures vivrières nécessaires à l'alimentation familiale, il doit pouvoir trouver, dans la culture du coton, un apport financier digne de son travail.

Sources documentaires : RFI, 10 mai 2012 ; Fasonet, 14 mai 2012 ; Alternatives internationales, juillet 2012.

- instauration systématique de pépinières villageoises ;
- création d'un ministère de l'eau ;
- don symbolique d'un foyer amélioré et d'un arbre à chaque couple nouvellement marié.

[...] A cela, j'ajouterais volontiers son engagement en faveur de l'agriculture familiale et de la souveraineté alimentaire. Cette dernière expression n'existait pas en son temps, mais Thomas Sankara avait l'habitude de dire : **« Consommons ce que nous produisons ; produisons ce que nous voulons consommer ».**

Koudougou, le 15 octobre 2012

**Pour plus de détails, lire : « [Sankarisme et environnement](#) », communication de Fidèle Kientega*

EMA s'inscrit nettement dans cette démarche d'agro-écologie qui fut inspirée en son temps par Pierre Rabhi et dont la pertinence demeure.

EMA Y ETAIT :

- à la brocante-vidé-greniers des Gravières, le 2 juin,
- à Broc'art à Palaiseau, le 23 juin,
- à la fête des associations massicoises, le 8 septembre,
- le 15 septembre, au kiosque de Villaine. Dans le cadre de la journée internationale pour les paysans sans terre en Inde, un collectif d'associations (Massy-Manger-Bio, Frères des hommes, Les amis de la terre du Val de Bièvre, Ingénieurs sans frontières, les Massyculteurs) a partagé ensemble «The Meal» et a proposé des animations. Belle journée pour cette nouvelle manifestation de solidarité !



- pendant la Semaine de Solidarité internationale, du 10 au 24 novembre, pour organiser et participer aux diverses animations,
- au cours de l'année scolaire 2011-2012, EMA est intervenue pour accompagner les 11 élèves et les 2 enseignants du club MABEBU (Massy-Bénin-Burkina Faso) du collège Blaise Pascal. L'objectif du club était la découverte de la culture de pays francophones de l'Afrique de l'Ouest,

- rencontre du collectif de Dano, chez Cécile Lecointre d'EMA, les 26, 27, 28 mai 2012,



Une fois encore, les quatre associations qui ont en commun pour partenaire burkinabé Ed.PA et son équipe d'appui-conseil de Dano, se sont rencontrées à l'invitation de EMA. Armanioc, ASAMA, EMA, ESF66 ont délégué seize participants pour échanger leurs expériences et prendre des décisions communes.

EMA Y SERA :

- Au centre de loisirs de l'école Jaurès maternelle, en novembre et décembre, pour proposer des animations sur le thème de l'Afrique.
- Et pour une vente d'artisanat :
 - ✓ Au marché africain de Bures/Yvette le 8 décembre
 - ✓ A l'hôpital Jacques Cartier le 10 décembre.

LA PROCHAINE MISSION :

Jean-Jacques Bimbenet et Pablo Granda partiront le 8 janvier 2013 rencontrer nos partenaires de Koper.

A noter : ASSEMBLEE GENERALE de EMA, mercredi 27 mars 2013, à la Maison de la Formation et de l'Emploi (MFE) à 20h30.

Rendons hommage à Gaston Tourtet, décédé à Massy le 9 septembre 2012.

Dès les débuts de EMA, dans les années 1980, Gaston a participé à l'équipe d'animation de EMA. Entre autres activités, il parcourait la ville, les pharmacies en particulier, pour récupérer des médicaments. Il faisait des paquets, les envoyait à Dano. Depuis EMA a abandonné cette pratique, car les médicaments génériques existent au BF et qu'il n'est plus autorisé d'y apporter des produits récupérés.

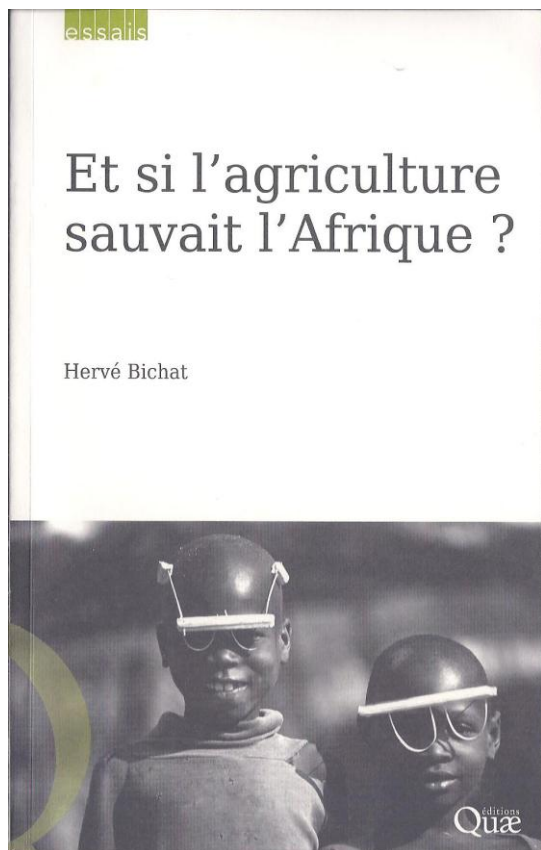
Jusqu'à son décès, Gaston et Elina son épouse ont accompagné EMA, par leur soutien financier et leur amitié.

Dernière minute.

"Les récoltes sont bonnes cette année. Il y aura donc à manger. Nous en sommes tous contents. Notre souci majeur porte sur la guerre qui s'impose aux Maliens et qui va impliquer tous les pays de la sous-région." Isaïe Paré, directeur d'Ed.PA.

« Et si l'agriculture sauvait l'Afrique ? » de Hervé BICHAT

Éditions Quæ, 2012, 160 pages



NOTE DE LECTURE :

Dans ce bref ouvrage, sans méconnaître les maux dont souffre l'Afrique (ici surtout l'Afrique de l'Ouest) Hervé Bichat s'appuie sur son expérience de terrain pour livrer ses analyses et ses conclusions.

Il insiste particulièrement sur la priorité à donner au **long terme** : construire avec les populations un projet agricole intégré en les associant à ces perspectives d'évolutions de longue durée et en leur donnant du temps pour assimiler les innovations.

Il préconise la mise en place progressive de **lois foncières** permettant aux agriculteurs d'être maîtres de leurs terres et de tirer alors bénéfice de leurs investissements.

Enfin, pour sortir de la balkanisation néfaste aux productions et aux échanges, il souhaite que se constituent des **marchés régionaux**, ensembles complémentaires de taille suffisante, pour mutualiser recherche et produits, réguler les prix et se protéger d'une concurrence étrangère agressive, solution porteuse de paix civile, apte à inscrire l'Afrique dans un dialogue avec le reste du monde.

« L'Afrique subsaharienne n'est plus la terre d'espoir, « la nouvelle frontière » qui fascinait les jeunes Européens au moment des Indépendances. A la fin des années 50, c'était l'Asie qui accumulait les désastres : famines, épidémies, guerres. Aujourd'hui, l'Asie est l'atelier du monde alors que les pays d'Afrique noire sont en crise. Comment expliquer ce renversement de perspective ? Est-il conjoncturel ou, au contraire, révèle-t-il des faiblesses structurelles, après les embellies sans lendemain des décennies 1950 et 1960 ?

Au terme d'une vie professionnelle consacrée aux agricultures de l'Afrique de l'Ouest, Hervé Bichat a souhaité témoigner. D'abord parce que la crise qui touche le continent noir a suscité bien des critiques sur la capacité des Africains à accéder à une société industrielle évoluée. Ces opinions sont injustes et erronées pour quelqu'un qui a rencontré en Afrique tant de personnalités remarquables et qui reste admiratif devant l'énergie déployée par les Africaines pour assurer un avenir à leurs enfants. Ensuite, parce que la pensée économique dominante d'aujourd'hui est incapable de prendre en compte les ressorts profonds de l'agriculture africaine. Or l'histoire démontre que, sans une agriculture dynamique, il n'y a pas de développement.

Mais aucune agriculture au monde n'a prospéré sans stabilité à long terme, un certain degré de protection et une attention à l'organisation des marchés. Donner du temps aux agriculteurs africains pour s'inventer un futur, réformer en priorité le foncier et conduire des politiques agricoles à l'échelle régionale, c'est à ces conditions que l'agriculture sauvera l'Afrique.

Ingénieur général au ministère français de l'Agriculture, Hervé Bichat accompagne les agriculteurs de l'Afrique de l'Ouest depuis 1959. Il a notamment été le premier directeur général du Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), avant de diriger l'Institut national de la recherche agronomique, puis la Direction générale de l'enseignement et de la recherche au ministère de l'Agriculture. » *Quatrième de couverture.*



CDC tiers monde



FONDATION J.M. BRUNEAU